

Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !

Internationalisme

*“Sans théorie révolutionnaire
Pas de mouvement révolutionnaire”*

SOMMAIRE :

LE GOUVERNEMENT POURSUIT SON PLAN DE GUERRE
SITUATION INTERNATIONALE
LA PRESSE SOCIALISTE ETRANGERE
LE MARXISME ET LA GUERRE IMPERIALISTE
POLITIQUE ET PHILOSOPHIE DE LENINE A HARPER

COLLECTION

GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

PRIX 20 FR^s

15 Avril 1948

NUMÉRO 33

Correspondance et abonnement : SALAMA, Boîte postale 47/14 Paris

LE GOUVERNEMENT POURSUIT SON PLAN DE GUERRE

Le gouvernement Schuman poursuit son existence et la politique qu'il s'est fixées. Cela ne se fait naturellement pas sans accrocs. De temps en temps quelques fractions parlementaires se payent le luxe de quelques obstructions, de quelques manœuvres provoquant débats et assauts d'éloquence à l'Assemblée Nationale. Mais invariablement cela se termine par des votes de confiance répétés et tout rentre dans l'ordre. Les discours spectaculaires de de Gaulle n'impressionnent désormais plus aucun. La soi-disant menace d'un coup d'Etat, s'est avérée, comme nous n'avons pas cessé de le dire, un épouvantail à moineaux. Seuls les socialistes et les staliniciens (et inamoviblement les trotskystes) trouvaient dans de Gaulle matière à exploiter, pour se poser en "défenseurs" des libertés démocratiques et des intérêts ouvriers "menacés" par celui-ci. En vérité de Gaulle n'a pas d'autre programme que celui appliqué par les autres partis au gouvernement depuis des années. De Gaulle au pouvoir ne serait pas plus fasciste que Depreux et Moch n'ont été des "démocrates". Dans ce jeu d'intrigues entre diverses cliques se disputant les honneurs et privilèges gouvernementaux, le prolétariat n'a rien à gagner, n'a rien à sauvegarder; il ne fait que se perdre et disparaître en tant que force indépendante; il cesse d'exister pour lui-même.

A quel point les clamours sur le "danger" de Gaulle n'étaient que duperie, on peut le voir par les tractations qui ont eut lieu récemment pour élargir le gouvernement, avec les hommes du R.P.F. Si ces tractations n'ont pas abouti, cela n'est pas dû à une incompatibilité ou à une opposition de principe, mais simplement au fait que pour le moment, le M.R.P et la S.F.I.O suffisent amplement à la besogne. Rien n'exclut cependant, et c'est même fort probable, que le RPF trouvera tout naturellement sa place dans la prochaine combinaison ministérielle, à l'échéance du gouvernement actuel. En attendant cette échéance, le gouvernement Schuman-Mayer se porte assez bien. Sur le plan de la politique extérieure, Bidault va de succès en succès, et est en passe de devenir un grand homme d'Etat européen sous l'égide du grand Maître, les Etats-Unis.

Collaboration plus étroite avec les Etats-Unis et l'Angleterre, pacte économique et militaire de l'Europe occidentale, accord économique et douanier avec l'Italie, ouverture de la frontière et arrangements avec l'Espagne. A part les stalinien et le point de vue russe, on ne voit pas ce qu'on pourrait souhaiter et faire mieux en fait de politique active et constructive sur le plan extérieur.

La France a définitivement abandonné la politique de la Grandeur pour une grande politique de fidèle et obéissante vassalisation aux Etats-Unis. Non moins active et pleine de succès est la politique économico-financière du gouvernement. On ne peut lui nier une énergie et une perspicacité. Schuman a non seulement résisté à la pression stalinienne mais, en acceptant l'épreuve de force qu'étaient les grèves de Novembre 47, il a porté des coups qui ont brisé pour longtemps ~~stalinienne~~ la force stalinienne. Du même coup le mouvement revendicatif des ouvriers a été liquidé pour un bon bout de temps. Les salaires sont bloqués et stabilisés au niveau souhaité par le gouvernement et, compatibles avec les conditions difficiles dans lesquelles végètent l'économie française. Mais la situation de l'économie française est telle qu'il ne suffit pas pour l'améliorer, de réduire au minimum le niveau de vie des ouvriers, au point que le pouvoir d'achat des salariés, représentent aujourd'hui environ 50% de celui de 1938. Il ne suffit pas aussi de relever simplement le volume de la production. Certes, ce furent là les premières mesures urgentes à entreprendre, et elles furent accomplies par les stalinien et socialistes à la tête du gouvernement au lendemain de la Libération. Mais l'économie française et son appareil productif ont subi une telle dégradation au sortir de la guerre 39-45 que leur relèvement même partiel exige des efforts bien plus considérables et, qui dépasse absolument la capacité interne de l'économie française. Alors même que le niveau de vie des ouvriers français est réduit de moitié et que l'exploitation a en conséquence augmenté de 100%, il reste encore que la différence de productivité entre les Etats-Unis et la France est dans un rapport de 1 à 3 au minimum, pour atteindre dans certaines branches 1 à 8. Cela est dû au développement de l'appareil productif aux Etats-Unis, alors que celui de la France est resté stationnaire. Pour avoir une idée complète on doit encore ajouter que l'appareil productif français n'est pas seulement resté stationnaire mais une partie importante a été détruite, tandis que la partie restée en activité a été dégradé à 80%, exigeant par là son renouvellement dans le plus bref délai.

Tous les sacrifices imposés aux ouvriers sont insuffisants pour combler cette disproportion. Sur le marché mondial, les prix des marchandises s'établissent en fonction de la valeur des produits du pays industriellement le plus avancé. Ainsi la majeure partie de la féroce sur-exploitation des ouvriers d'Europe est drainée par le truchement du marché mondial, vers les Etats-Unis; une infime partie seulement restant entre les mains des bourgeois nationales d'Europe. Si les Etats-Unis peuvent se ~~xxx~~ parer

du titre de philanthropes du monde et s'occuper de l'aide à l'Europe c'est exactement dans la mesure où les ouvriers de l'Europe sont devenus les parias des Etats-Unis et les bourgeoisies nationales, d'Europe, des intermédiaires, des agents assurant l'extraction de la plus-value aux ouvriers et son transfert outre-mer.

Aussi l'augmentation de la production française approchant le niveau de 1938 est loin de signifier que l'économie française ait retrouvé sa place (déjà bien médiocre) de 1938. La fraction belge de la G.C.I. montre son incompréhension totale de la situation française quand pour nous confondre et pour nous démontrer la reconstruction de l'économie française elle nous cite triomphalement l'indice récent de la production. C'est précisément en approchant l'indice de 1938 que la production française a montré toute sa fragilité et toutes les difficultés qu'elle rencontre pour se poursuivre. On peut réussir à augmenter la production en soumettant les ouvriers à une sur-exploitation intensifiée, mais une fois produites, ces marchandises doivent encore trouver sur le marché mondial la possibilité d'être vendues afin que la production puisse recommencer. Or, le marché européen est inexistant, aucun pays de l'Europe exangue ne peut se permettre d'acheter, et sur le marché des Etats-Unis, les produits français ne peuvent soutenir la concurrence quel que soit le bas niveau des salaires. Aussi la fin de l'année 1947 ou l'indice de la production approche celui de 1938, est précisément le moment critique où l'exportation tombe d'une façon catastrophique. En décembre nous assistons à des arrêts d'usines, à des licenciements d'ouvriers, à une apparition de chômage partiel et même total(1)

L'économie française est dans une impasse. Malgré des mesures sévères prises dans le second semestre de 1947 visant à restreindre au strict minimum les importations, celles-ci s'élèvent à 258 milliards de francs pour l'année 1947 pendant que les exportations n'accusent que 132 milliards, représentant un déficit visible de 51% de la balance commerciale. La maison sociale France dépense ainsi 2 fois plus qu'elle ne gagne. Cependant les prix ne font qu'augmenter, entraînant le stoppage de la vente des produits français qui devient alarmant. La statistique janvier-février fait ressortir une baisse de 30% de l'exportation par rapport au dernier trimestre de 1947, montrant ainsi toute la gravité de la situation.

C'est dans ce sens là que le plan Mayer se distingue de la politique antérieure. A la place de la devise "Produire-Produire" le plan Mayer substitue celui d'"Exporter-Exporter" et toutes les mesures viseront pour atteindre cet objectif. Le plan Monnet mettait l'accent sur la production, le plan Mayer le corrigera en faisant tout dépendre de l'exportation. Avant tout on lui soumettra non

(1) Le nombre des chômeurs secourus par le fonds de chômage passe de 5,989 en novembre à 9,339 au 1er février; les demandes d'emplois non satisfaites passent de 38.000 en septembre à 74.000 en février. Ces chiffres ne présentent évidemment de valeur qu'en tant qu'indication d'une tendance à l'arrêt de la production qui se fait jour.

seulement les importations mais aussi, et cela d'une façon radicale, la consommation intérieure.

La dévaluation qui a accompagné le prélèvement et surtout le blocage des billets de 5.000 francs réalisent des coupes sombres sur le pouvoir d'achat intérieur. Ces mesures touchent à peine les masses ouvrières sur les ventres de qui on ne peut guère réaliser encore de substantielles économies mais visent et frappent directement les paysans, les commerçants et aussi les capitalistes individuels. C'est la réduction forcée de leur consommation qui doit fournir au gouvernement les moyens lui permettant d'aligner le prix des produits français aux prix mondiaux et d'assurer ainsi le minimum indispensable d'exportation, clé de voûte de toute la production.

Une telle opération n'est pas le fait des capitalistes individuels. Seul un organisme centralisé agissant avec un plan d'ensemble est en mesure d'entreprendre une telle opération. C'est là une des conditions fondamentales qui rendent nécessaire la transformation du capitalisme classique anarchique en capitalisme dirigé, le capitalisme d'Etat. Et ce n'est pas le moins amusant de l'histoire, que de voir Mayer, l'homme du Parti radical, du parti du capitalisme classique qui ne cesse de protester contre l'étatisme et le dirigisme, de voir ce Mayer devenir l'homme de mesures pratiques les plus farouchement étatistes et autrement audacieuses que les fanfaronades dirigistes et impuissantes du socialiste A. Phillip.

Nous avons, dans nos numéros précédents, examiné en détails, les mesures du Plan Mayer. Il est incontestable que du point de vue capitaliste et dans l'immédiat elles ont eu des résultats efficaces. Après toutes ces restrictions et épongeages (rappelons que le seul blocage des billets de 5.000 a eu pour résultat de retirer de la circulation c'est à dire de la consommation intérieure 250 milliards de francs qui représentent environ le quart de toute la circulation monétaire en France) qui ont eu pour répercussion une hausse formidable du coût de la vie, le gouvernement peut se permettre aujourd'hui de parler de mesures de baisse de prix. La démagogie est de taille et vise surtout à rendre inefficace l'agitation revendicative à laquelle s'est préparé le Parti stalinien et son annexe la C.G.T.

Est-ce à dire que la politique économique du gouvernement Schuman-Mayer a réussi à sortir la France du marasme et d'assurer un renouveau à l'économie nationale ? C'est là une question qui n'est du ressort d'aucun gouvernement mais est entièrement conditionnée par l'évolution générale du capitalisme mondial. Cette évolution n'est ni vers une reconstruction et encore moins vers un développement mais se poursuit dans un cours de guerre permanente qui est le mode de vie du capitalisme décadent. Personne des hommes d'Etat français n'est plus assez naïf pour se

- INTERNATIONALISME -

poser des buts chimériques de reconstruction, mais uniquement et plus réaliste de se maintenir afin de prendre une place moins mauvaise dans un cours mondial devant culbuter dans une échéance plus ou moins proche dans la guerre généralisée. Toute la vie politique française, comme d'ailleurs dans le monde entier, est imprégnée de cette perspective, et le projet gouvernemental de porter le temps de service militaire d'un an à 18 mois est une indication suffisamment éloquente.

REGROUPEMENTS, RASSEMBLEMENTS ET CONFUSION.

Les mouvements, regroupements, rassemblements de toutes sortes sont à nouveau à l'ordre du jour en France. Après la "libération" nous avons connu une profusion de ces groupements issus de la Résistance, qui, après une courte période de gloire bien éphémère, sont vite tombés en poussière et dans l'oubli. Seules subsistent les formations qui avaient derrière elles non seulement des masses mais qui possédaient également un minimum de programme. et représentaient effectivement des catégories sociales : les partis politiques.

Les nouveaux rassemblements ont de commun avec les groupements de la période de la "libération", le vague, le confus, l'inconsistance de leur programme mais en plus, ce qui les distingue en quelque sorte, c'est que les nouveaux rassemblements n'ont aucune masse derrière eux et en fait, ne rassemblent personne, hormis quelques intellectuels ou petits politiciens qui n'ont pas trouvé leur place dans la vie publique et de ce fait sont à la recherche d'un clou où accrocher leurs illustres noms et de se tailler un peu de gloire.

Ce qu'il est convenu d'appeler la droite à un fond social suffisamment bien assis et de ce fait, cette droite n'est pas trop sujet à la maladie d'un besoin perpétuel de nouveaux rassemblements. Il n'en est pas de même dans le camp de la "gauche". Là, trop d'éléments déclassés à la recherche d'une place au soleil, trop d'inquiétude et d'angoisse du lendemain pour ne pas donner naissance de temps en temps à des nouveaux rassemblements où des ambitions inassouvies cherchent leur revanche. Y-en-a-t-il de ces groupements pour les Etats-Unis d'Europe et des Etats-Unis "socialistes" d'Europe, de ces congrès pour la Paix, et autre

troisième force démocratique, anti-impérialiste et tout le reste?

Dans notre dernier numéro nous avons publié la réponse de Malaquais se refusant à signer "L'Appel à l'Opinion Française" de M. Pivert, J.P. Sartre, D. Rousset et Cie. A peine notre encre séchée qu'un nouvel appel nous apprenait la naissance d'un nouveau rassemblement : le "Rassemblement Démocratique Révolutionnaire". On y trouve à nouveau parmi les signataires, l'inévitable Sartre décidément de toutes les combinaisons. D. Rousset également inévitable, J. Rous et Boutbien, enfants terribles de la Gauche socialiste et membres du Comité Directeur de la SFIO.

Le Rassemblement affiche naturellement un programme de "lutte" contre le capitalisme, pour la transformation sociale. Il ne craint même pas de prôner au besoin la voie révolutionnaire, mais toutefois démocratique. Son but principal est de mobiliser les esprits contre l'idée "saugrenue" de l'inévitabilité de la guerre. "La guerre n'est pas inévitable. Il suffit que les hommes de bonne volonté se mobilisent pour proclamer et imposer la paix." Voilà les sornettes que clament ces révolutionnaires démocrates rassemblés. Ils prennent eux en somme toute la phraséologie des socialistes, dont ils ne sont que l'appendice.

Sont-ils conscients du rôle d'endormeurs qu'ils jouent, ou se chloroforment-ils eux même, afin de calmer leurs angoisses?

Cela importe peu. Toute situation trouble, de veille de guerre comporte l'éclosion de mouvements au travers desquels, les esprits cultivés traduisent leur trouble et leur impuissance. Quelque charlatanz ou arriviste, trouvera là l'occasion de faire carrière politique et peut-être un tremplin vers un futur mandat au Parlement. En attendant de marcher dans la guerre, parce que on aura découvert alors l'inévitable dans les ~~faits~~ faits concrets, et que tout de même la démocratie vaut mieux que le totalitarisme. Ces messieurs peuvent librement se livrer à leurs bavardages et à leur grandiloquence, sous l'oeil amusé et le sourire encourageant de la presse bien pensante.

Le journal "Combat" lance, lui, une pétition pour un "gouvernement fédératif de l'Europe occidentale", "pour un parlement inter-parlementaire", et c'est vraiment curieux de constater qu'au fur et à mesure que la guerre approche la paix trouve des amants nombreux et passionnés. Ceci du côté "démocratique et socialiste".

Pour leur faire face, les staliniens, appuient la petite équipe de "La Bataille Socialiste", exclus au début de l'année de la SFIO. Cette tendance - politiciens corrompus et archaïsme stalinien - vient de fonder le MSUD (Mouvement Socialiste Unitaire Démocratique). Ils mènent une campagne violente contre le RDR, pour le soutien de la Russie "prolétarienne" et "autres républiques populaires", pour l'intégration de la France dans le bloc Oriental. Il va de soi que cette équipe participe à toutes les manifestations stalinienne établissant ainsi un Front Unique, sauce stalinienne.

Plus à gauche encore, se poursuivent depuis quelque temps des tractations actives pour la fondation d'un nouveau Parti Révolutionnaire. Cela se fait autour de la tendance A S R, qui on s'en souvient a quitté au début de l'année la SFIO. Cette tendance qui se réclame de la lutte de classe révolutionnaire, dénonce la politique de "compromission" et de "trahison" de chefs socialistes, mais son programme radical ne va pas au delà de l'ancien PSOP, cebriste d'avant la guerre. Les trotskistes fondaient beaucoup d'espoir sur cette tendance qu'ils espéraient gagner à leur parti, avec la fédération des JS. Le ASR aurait été le triomphe de la politique de souplesse de noyautage, et de la manoeuvre tactique si chère au Parti trotskiste. Mais c'est exactement le contraire qui est arrivé, aux trotskistes. Au lieu d'intégrer comme ils l'espéraient, les tendances socialistes de gauche c'est eux même qui se font désintégrer.

Après avoir péniblement noyauté dans la jeunesse et le parti socialiste, après avoir aidé au détachement de quelques petits groupes, les trotskystes les appelaient à une conférence d'unification d'où devait sortir un grand parti révolutionnaire. Récemment, une conférence a unifié le A.S.R. et la J.S. mais les trotskystes ont été écartés. Non seulement le travail "en souplesse" de tant de mois a été perdu, mais encore la formation de ces divers partis et rassemblements a été un pavé dans la mare aux grenouilles et l'organisation trotskyste a été profondément ébranlée. Tous les leaders de la tendance dite de droite du parti, et qui groupait au dernier congrès 47% de mandats, viennent d'être exclus, pour avoir adhéré à un quelconque des rassemblements en vogue. Comment cela s'explique? La "Vérité" a beau essayer de minimiser le fait, de parler des hommes usés et ayant perdu la foi révolutionnaire, elle ne peut diminuer sa signification politique. Bien sur, qu'il y a aussi des raisons d'ordre personnelles, d'intrigues organisationnelles qui ont joué un rôle. Mais le fond politique l'emporte, et doit présenter pour les militants trotskystes des enseignements graves. On trouvera une indication de ces débats dans la série d'articles publiée par la "Vérité" sur la question du Front Unique. Une fois de plus on essaye d'expliquer cette fameuse tactique que l'J.C. a mis 10 ans pour ne pas parvenir à expliquer et qui jalonne les étapes de la dégénérescence opportuniste.

Critiquant la politique de l'J.C. de 1923 qui recherchait l'alliance et l'appui des chefs de Trade-Union anglais, ou des journaux Chinois, Trotsky l'a qualifié de s'accrocher à des "planches pourries". Ce que Trotsky ne disait pas, c'est qu'on ne recherche des planches pourries que parce qu'on a soi-même une politique pourrie. Frank a beau vouloir apprendre à Craipeau la différence qu'il y a entre Front Unique et capitulation politique, qui serait l'adhésion organisationnelle—mais ce dernier pourra lui rappeler la "tradition" du Trotskysme, quand sous l'instigation de Trotsky lui-même, ses adeptes avaient adhéré à la deuxième internationale, aux partis

socialistes nationaux, et plus tard au P.S.O.P.

Quand on ^{se}revendique de la résistance, quand on cite à son actif des lettres de renseignements à l'état-major de la résistance, quand on se réclame des F.F.I. ou F.T.P. quand on acclame la libération des peuples par l'armée rouge, quand on a appelé P.C., P.S., C.G.T. au pouvoir - quand on mobilise les ouvriers pour la défense de l'U.R.S.S. dans la prochaine guerre, il n'y a vraiment pas à être étonné que tout d'un coup, les "chefs" d'hier, lassés de faire de la "grande" politique dans une petite secte, lassés d'agiter des "masses" dans une arrière salle de café, préfèrent un milieu plus large, plus adéquat à leur ambitions, et à leur politique.

Certains nouveaux dissidents caressent le secret espoir de faire carrière tout comme l'on fait les Rous, les Rimbert, les Roussot, et autres Fourrier. D'autres continueront à végéter et après la liquidation des R.D.R. se regrouperont dans un nouveau groupement Trotskyste. Dans un délai plus ou moins long, cela donnera une occasion à une nouvelle et périodique conférence d'unification trotskyste.

Unification-scissions - le mouvement trotskyste reste identique à lui même. Il n'a rien perdu et il n'a rien appris dans ces quinze ans de son existence.

MARCO.

SITUATION INTERNATIONALE

Concluant notre dernier aperçu de la situation internationale, nous y notions la tendance de l'économique à céder le pas au politique, ce sur un rythme accéléré. Ainsi nous affirmions que la conjoncture économique, en Tchécoslovaquie, favorisait l'initiative russe. Non que cette initiative fut déterminée par des considérations purement économiques. Ce qui, par ailleurs, provoquait une accélération du rythme dans le cours vers la guerre, c'est que, si limité ce pouvoir fut-il, la bourgeoisie de la propriété dite privée n'en conservait pas une certaine autorité. Appuyée sur les promesses américaines cette bourgeoisie devait tenter de contrecarrer, "saboter", la politique de planification nécessaire à l'organisation rationnelle de l'économie russe et de celles qui lui sont subordonnées. Pour ce faire, disputer activement le pouvoir aux stalinien. C'est pour parer à cette menace que Moscou dut brusquer les choses.

Ainsi, que tout le laissait prévoir, cette initiative a suscité de violentes réactions américaines. Et Washington, lui aussi, a donné son coup de pouce aux événements. Sans doute la situation de l'Europe occidentale ne lui laisse, vis-à-vis de Washington, qu'une marge réduite d'indépendance. Mais cette marge, les Américains pouvaient la laisser subsister encore. Chose assurée, l'intégration de l'Ouest Européen à son système pouvait se faire progressivement et sur un rythme plus lent. Une prolongation de l'aide intermédiaire pouvait, par exemple, remédier quelque peu au délabrement européen. Ce sont là hypothèses, dira-t-on. Certes, mais non absolument gratuites. Telles méthodes ayant l'avantage de sauvegarder les apparences auraient favorisées les positions dites de la troisième force sans nuire à la pénétration yankee. Or le coup de Prague a provoqué une accentuation du rythme dans l'assujettissement de l'Europe occidentale aux volontés impérialistes de Washington et Wall Street conjugués. Par dessus rapports et demandes des Seize, Washington a suggéré et approuvé le pac-

te des Cinq. Dès avant d'oprouver les du Marshall ballon d'oxygène les Cinq organisent la tête de pont américaine en Europe. obtempèrent sans murmurer aux injonctions américaines.

SITUATION DES SEIZE AVANT LE DISCOURS DE TRUMAN

Pressés par Washington de dresser un tableau de leurs besoins, les Seize commencèrent par celui de leurs désastres. Leurs rapports d'experts constatent une ruine aux effets de quoi, seul le bon cœur américain pourrait pallier. L'Europe des Seize a subi du fait de la guerre une importante diminution de son standing économique: destruction, disparition ou usure massive du matériel productif et de transports; liquidation des investissements à l'étranger; fermeture à ses produits de la plupart des marchés auparavant y ouverts. Enfin anéantissement du puissant fournisseur et client allemand. Passant aux solutions les Seize proposaient le rétablissement, au moins à son niveau de 1938, de leur capacité de production, rétablissement obtenu par un effort indigène de production. Puis fixaient le montant de l'aide américaine. Aide à laquelle les Seize ne pouvaient offrir aucune contrepartie économique sérieuse. De plus, établissant le montant de leurs demandes ils misaient sur des conditions aussi aléatoires que l'abaissement des prix américains, l'inexistence de conflits sociaux ou la récupération des marchés perdus pendant la guerre. Ils entendaient, leurs deux grands surtout, disposer de cette aide aux mieux de leurs intérêts, éviter particulièrement un redressement quelconque de l'économie allemande.

Washington dès l'abord réduisit les chiffres proposés (de 29 à 17 milliards de dollars). Puis posait ses conditions : la Maison-Blanche imposait son droit de regard et contrôle économique et politique. Fixait la quantité de marchandises concédée à ses vaisseaux, leur interdisant toute production jugée comme pouvant éventuellement concurrencer l'industrie américaine. Et mettait pratiquement la main sur toute l'Allemagne occidentale, abandonnant, provisoirement peut-être, la Sarre à son client français.

LES REACTIONS RUSSES ET QUELQUES AUTRES

On comprendra sans dessin que cette politique n'a pas l'agrément du Kremlin. Ce dernier réagit :

1°) en intégrant plus étroitement l'Est et Centre européens à son économie (mise au pas de la Tchécoslovaquie, éviction des derniers propriétaires étrangers en Roumanie, projet de nationalisation des 3/4 de l'industrie hongroise, y échappant les sociétés à capital mixte hungaro-russes, "conversations" fino-russes).

2°) en utilisant la situation précaire des masses travailleuses en Europe occidentale afin de fomenter des grèves sporadiques. Troublant par là "l'ordre social" et les bonnes résolutions des Seize quant à l'effort de production.

3°) en représentant aux agriculteurs et commerçants que l'afflux des produits américains fera considérablement augmenter l'offre de marchandises et partant réduira leurs marges bénéficiaires. Marges déjà compressées par la fiscalité excessive qu'engendre la nécessité de reconstruire l'appareil de production.

Enfin les Russes pousseront rigoureusement à la défense d'avancées¹¹ stratégiques que les initiatives locales yankees pourraient bientôt menacer (Allemagne, Grèce, Chine du Nord) .

Aux conditions américaines, aux réponses qu'entend lui opposer la Russie, chacun des belligérés réagira selon sa situation propre. Voyons pour exemple les réactions de la France et de la Suisse. La Suisse vient de conclure un accord commercial avec la Russie, conclusion de laborieuses négociations. "La collaboration industrielle de la Suisse -dit très bien LE MONDE du 20/3/48- est infiniment précieuse à la Russie, et d'autre part nul n'ignore que la Confédération menacée sur le marché mondial par la concurrence américaine cherche à développer toujours davantage ses relations commerciales avec les pays de l'Est... l'industrie Suisse va donc se trouver associée à la réalisation des plans économiques que l'Union Soviétique entend opposer au plan Marshall." La Suisse relativement épargnée par la guerre cherche encore un "équilibre". Mais nous verrons plus loin où en est la politique de neutralité. En France, Schuman-Mayer essaient de promouvoir une politique de baisse portant surtout sur les produits industriels "d'intérêt familial". Il s'agit surtout de mesures "psychologiques" promises à fournir à la C.G.T.-F. O. et autres organisations menant le bon combat anti-stalinien.

(((((°))))))

Suivant les premières douleurs provoquées par le coup de Prague le discours de Truman était attendu comme les cris d'une accouchée le sont d'une famille respectueuse ; ce discours est susceptible comme tout autre phénomène, d'un assez grand nombre d'interprétations. Voyons simplement s'en organiser deux thèmes :

1°) accélérer le vote du plan Marshall, y rallier les hésitants. Il ne faut pas oublier en effet, que la Grande-Bretagne peut, à bref délai, se trouver acculée aux dernières extrémités financières. La publication du Livre Blanc est un véritable appel au peuple. Le livre Blanc note en particulier que la Grande-Bretagne n'a plus aucune réserve en dollars. Le prêt américain devant courir sur une période de cinq ans s'est trouvé rabsorbé en dix-huit mois : conséquence de l'augmentation des prix américains ainsi que de l'énorme déficit anglais en matières premières et en main-d'oeuvre. L'aide américaine arrive à expiration au 31 mars de cette année et seul l'apport de fonds américains peut éviter une banqueroute à la Grande Bretagne. L'écroulement de l'économie anglaise signifierait celui de pans entiers de l'édifice capitaliste. Et débitrice du monde entier, l'Angleterre utilise cette perspective comme un moyen de chantage. Quant à la France sa situation est d'ores et déjà catastrophique et seul le plan Marshall venant étayer le plan Mayer peut sous condition d'application immédiate, conjurer l'approche de la faillite. Notons au passage que, malgré sa dévaluation monétaire, la France a moins exporté en janvier-Février 1948 que pendant la période correspondante de 1947, et que le volume des importations accuse une tendance à diminuer ; cette stagnation du commerce extérieur a pour accompagnatrice celle du commerce intérieur, favorisant l'écho petit-bourgeois

et paysan soit aux sollicitations du P.C.F., soit aux discours fascisants de De Gaulle. Et l'Amérique impérialiste préfère les chauves généraux, type Schuman, au général chevelu qui connaît le chemin de Moscou. Pour l'Italie, le discours, venant après les recommandations Marshall et celles du Pape, s'inscrit dans la ligne du "bien voter" après quoi, demain l'on vous nourrira gratis.

2°) rétablissement de la puissance militaire yankee Truman demande l'adoption du service militaire obligatoire ainsi que la remise en vigueur d'un système de conscription partielle. Il faut voir là, avec le souci de répondre à des nécessités d'ordre stratégique, de préparation à la guerre, la volonté de cultiver la psychose de guerre des masses américaines, de leur prouver que les démocrates et leur candidat-président (se donnant pour tel) sont résolus à ne reculer devant aucun sacrifice pour assurer la défense des "peuples libres". Et la dernière opération russe vient à son heure, qui permet de dénoncer l'approche de l'homme au couteau entre les dents. Vu sous cet angle, l'antistalinisme de Truman est l'antifascisme de Roosevelt, le paravent derrière lequel se cache la volonté de "domination mondiale" des U.S.A. L'établissement du service militaire pourrait enfin s'avérer mesure prophylactique dont l'emploi serait commandé par des perspectives de dépression économique (comage). Et le vieil et roublard baptiste approuve sans réserve le pacte à Cinq, déclarant que "la détermination des nations libres d'Europe de se défendre elles-mêmes aura pour contre-partie une détermination égale de notre part, de les aider".

LES CINQ

La pierre angulaire de la reconstruction européenne, comme dit **Bidault**, repose sur la recherche et l'étude accélérées des modalités d'union douanières entre les cosignataires ; y sera incluse "l'élimination de toute divergence dans leur politique économique" c'est-à-dire l'ébauche d'une planification analogue à celle de l'Europe russe. Des mesures militaires ont été prévues à Bruxelles, en quelque sorte, in abstracto ; nul doute qu'elles feront l'objet de discussions plus concrètes entre les experts français, britanniques et belges. Permission sera accordée aux Américains de coller l'oreille à la porte. Les Scandinaves sont avisés que leur présence au bas du pacte ne soulèverait aucune objection, bien au contraire ! (des liaisons militaires existent avec Londres de ce côté) Et l'Italie est amicalement prévenue que son association aux Cinq serait marque de sa rentrée dans "le concert des puissances occidentales", on verra après les élections. Il faut signaler que les accords de Bruxelles mettent fin définitivement au mythe de la neutralité : il y a longtemps que les neutres n'existent plus, sinon "bienveillants" ; mais l'aspect juridique de cette neutralité en vient à s'évanouir sous la sollicitation du cours vers la guerre.

Quelques autres incidences.

Les exportations des U.S.A. à destination de la sphère russe ont été dix fois moindres au cours de l'année 1947 que celles destinées aux seize pays du plan Marshall. Mais les administrateurs

américains des services intéressés se sont aperçu "avec stupeur" ¹³ que parmi les produits exportés vers la Russie figurait pour bonne part, du matériel de guerre. Là sur, embargo sera mis. Cette mesure est d'autant plus significative que les Etats-Unis ont besoin de métaux rares d'origine russe (chrome, manganèse). L'impérialisme yankee, tente donc, quoiqu'il lui en puisse coûter, d'asphyxier les Russes adversaires impérialistes. Et puisqu'il y a du chrome en Turquie, il ira en Turquie, il y est déjà.

b) En Palestine, Washington retourne entièrement ses positions. Rappelons rapidement quelques éléments de la situation palestinienne : l'arrivée de forts contingents d'émigrants juifs en Palestine y provoqua, en son temps, de forts investissements de capitaux dére- nus par leurs congénères de la Diaspora (non générique des colonies juives dans le monde) ; il s'y fonda une industrie que la guerre et les besoins des fronts africain et birman ainsi que l'afflux de réfugiés, travailleurs spécialistes, a contribué à rendre rela- tivement importante sur le plan local. Le coût élevé de la produc- tion (voir plus bas à propos de l'Italie) met aujourd'hui les sio- nistes dans l'étroite dépendance du capital judéo-newyorkais. Et ce dernier est lui, solidaire du Grand Capital et de l'Etat améri- cain. D'autre part, les féodaux arabes ont dû s'intégrer à la Li- gue arabe, cela pour se défendre en tant que féodaux précisément. Les ficelles de cette Ligue étaient tenues à ce jour, par la Gran- de-Bretagne, mais celle-ci doit, valons-nous, en céder les comman- des aux maîtres américains du Grand Capital.

Le partage de la Palestine s'expliquait aux yeux de la Maison-Blanche par des considérations électorales (importance sur ce plan de la minorité juive aux Etats-Unis) ainsi que par l'intérêt de pos- séder un pied-à-terre non loin des concessions anglaises de pétroles. Mais la faiblesse britannique a, permis et permettra plus encore aux yankees de s'emparer plus vite qu'ils ne pensaient, des clefs de la situation dans les pays arabes. Et l'accentuation du rythme dont nous parlions plus haut a balayé les considérations électorales. Truman sera ou non élu, mais les Etats-Unis renforcent leurs points névralgiques dans le Proche Orient. Pendant que s'entr'égorgent ouvriers, paysans, et petits-bourgeois juifs et arabes. Il est oppo- rtun de se souvenir que "la Vérité" trotskyste considérait les gangsters juifs de l'Irgun comme luttant objectivement contre l' impérialisme anglais, Washington est assez de cet avis.

)))) °((((

Dans la conjoncture actuelles les élections italiennes pren- nent une importance extraordinaire. De leur résultat dépend la confirmation de ce que l'Italie est pratiquement à l'heure actuel- le : une colonie du Capital américain. Mais cette confirmation n' est pas donnée à l'avance, comme l'était par exemple le résultat des élections roumaines, comme sera celui des élections tchèques. L'alliance stalino-réformiste aura d'autant plus de voix qu'elle recueillera celles de tous les opposants au régime américano- de Gapéri. Toute spéculation : donc, quant aux résultats de ces élections, relève de la structure mentale d'un habitué du P. M.U. Mais il n'est pas sans intérêt de revoir, sans trop s'y at-

14
tarder, les particularités de la situation italienne au sein du monde capitaliste d'une part, dans le mouvement ouvrier de l'autre. Nous négligerons délibérément le phénomène fasciste.

L'Italie aux Américains !

L'industrie italienne manque sur place de matières premières en quantité suffisante pour vendre ses produits aux cours mondiaux - ces produits seront des produits chers - ; son marché intérieur est limité à l'extrême (absence d'une paysannerie et d'une petite bourgeoisie aisées) ; son marché extérieur, conséquence du coût élevé de production, n'existe qu'en fonction d'accord politiques. L'industrie italienne est donc une industrie parasitaire à laquelle le prêtent vie commandes et subventions de l'état. La disparition totale de l'Allemagne et comme fournisseur, (les exportations allemandes en produits finis couvraient avant-guerre 50% des besoins italiens) et comme client; l'effort de guerre, les destructions militaires, l'occupation allemande puis anglo-saxonne ; une inflation fantastique, faisant accuser en 1947, un coût de vie 50 fois supérieur à celui de 1938, ont rendus plus instables encore les positions du capital italien. Ce dernier est un capital hautement concentré : neuf sociétés par actions détiennent ensemble un tiers du capital total ; et du fait même de son caractère parasitaire, le capital industriel a dû rechercher l'appui sans élargi de l'Etat. Le régime fasciste le plus longtemps de son règne, favorisa, accentua progressivement la mainmise des monopoleurs sur le capital d'Etat (création d'entreprises mixtes où le capital d'état minoritaire, est utilisé à ses fins propres par le capital des monopoles). L'expérience néo-fasciste de 1943 où le capital d'état tendait à évincer le capital privé, ne fût qu'un accident sans conséquence historique. On peut dire qu'en Italie le capital d'Etat est soumis aux oligarques monopoleurs. La situation désastreuse de l'économie italienne au lendemain de la guerre, la concentration extrêmement poussée du capital industriel et du capital financier qui lui est subordonné, la mainmise des monopoleurs sur le capital d'Etat-soit durant le fascisme, soit passé l'expulsion des représentants stalinno-réformistes au gouvernement-sont autant de conditions qui rendaient aisée la subversion de cette économie aux capitalistes yankees. On verra, par exemple Dupont de Nemours "converser" un brin avec Montecatini (puissant trust de l'énergie chimique) des sociétés mixtes italo-américaines se fonder, les techniciens américains affluer et l'Italie devenir l'atelier de réparation du matériel américain en Europe. L'homme-lige des trusts, le ministre démocrétien des finances, Einaudi, poussera encore à la ruine du moyen et petit capital privé en instituant, au travers des banques un régime de restrictions (politique dite de déflation). Enfin un marché noir de proportion inconnu ailleurs (sinon en Allemagne occidentale), le nombre important de chômeurs expliquent la présence dans les mains bourgeoises, d'une masse de manoeuvres, tout à la fois armée de réserve du capital, matériel d'exportation et base nécessaire d'un pouvoir politique qui, le cas échéant, peut devenir un pouvoir fort.

15

Si le nord de l'Italie est une des régions les plus industrialisées d'Europe, le sud, lui, est un pays de grande propriété foncière, où le paysan est, si l'on peut dire, attaché à la glèbe. Le salariat rural se caractérisera donc, par un analphabétisme fréquent, de basses superstitions religieuses, un fanatisme réactionnaire. Les bourgeois y recrutent leurs flics et l'utilisent comme une masses de manoeuvres opposables aux ouvriers du nord. En Emilie et Romagne ainsi qu'en Toscane le régime traditionnel de la petite propriété artisanale ou foncière, favorise un certain courant anarchique, anticlérical, individualiste, aussi bien d'ailleurs que le courant contraire, religieux et patriote. En ~~Sicile~~ Sicile coexistent les deux formes de propriété, partant, les deux courants politiques; les siciliens louchent volontiers vers la solution séparatiste pour que la question sicilienne soit à leurs maîtres un utile instrument de pression.

Nous avons vu à propos de la Tchécoslovaquie, comment le capital, aux mains d'une bureaucratie appuyée sur une base de masse asseyait son pouvoir : le parti unique, les comités d'usine et d'action. Mais en Italie; les conditions particulières de l'industrie la présence d'une église formidablement étayée sur la grande propriété foncière, la misère populaire, la demeure des Papes et de séculaires superstitions, l'exercice du parlementarisme bourgeois et la multiplicité des partis, conséquente à l'affaiblissement profond de la petite bourgeoisie; tout cela mêlé abouti à une superstructure complexe au possible. Aujourd'hui, il semble que l'essentiel des forces de la bourgeoisie ancienne se trouve à l'intérieur du parti démo-chrétien. Cependant une certaine fraction de cette bourgeoisie, une part très large de la classe ouvrière -auxquelles le poids très lourd de la domination américano-de Gasperi est insupportable- forment un front unique derrière Togliatti-Nenni.

Situation politique de la classe ouvrière.

Le mouvement ouvrier italien a une très longue tradition de luttes. Et c'est dans cette tradition passée, celle "de toutes les générations passées qui pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants", c'est dans cette tradition qu'il faut voir l'une des causes de sa faiblesse actuelle, de sa perméabilité aux mots d'ordre de Togliatti-Nenni. Les combats du prolétariat d'Italie ont été menés sur un plan revendicatif à l'intérieur même des cadres bourgeois. Ils ont eu pour aboutissant dernier, une sanction officielle le gouvernement du jour endossant les avantages acquis de haute lutte. Ainsi l'on put voir en 1920, les métallos italiens lock-outés, occuper et gérer leurs usines, instituer des conseils d'usines. Le conflit terminé à leur avantage, rapporte D. Guérin, ils obtinrent, au moins sur le papier, un droit de regard sur la gestion des entreprises ~~bourgeoises~~ "le contrôle ouvrier". Autant en emporta le vent, les réformistes refusant de sortir du cadre bourgeois des revendications économiques, laissèrent pourrir le fruit d'une victoire chèrement gagnée. En septembre 1920, le prolétariat menant sa lutte sur le plan revendicatif, menaçait déjà toutes les positions capitalistes en Italie. Mais cette lutte, il ne sut la hisser

16
au plan politique. Les prolétaires d'Italie étaient inhibés par des conceptions de lutte valables, sans doute auparavant ces luttes permettant l'obtention d'avantages réels pendant la période ascendante du capital. Ils ne comprirent pas, ne purent comprendre, comment -et à regret, bien sûr !- les capitalistes pouvaient leur accorder avantages verbaux sur avantages verbaux, augmentations nominales de salaires et promesses, sur papier, de contrôle ouvrier ; le tout sans laisser véritablement entamer leur armature. Les prolétaires furent incapables de prendre le pouvoir, non par "trahison" de dirigeants, qui à tout prendre en valaient bien d'autres, mais parcequ'ils n'avaient pas une vision claire de la situation ; passer du plan de lutte de classe, revendicatif, à son plan politique et s'y maintenir désormais, parcequ'ils n'eurent pas conscience de la nécessité de poser et de réaliser le mot d'ordre "tout le pouvoir aux soviets" alors constitués. Et l'erreur d'appréciation de Bordiga, laissant dire au jour de la marche sur Rome que cette marche n'aurait jamais lieu, n'a qu'un intérêt de petite histoire. En 1920, dès la fin des grèves revendicatives -et toute grève économique a nécessairement une fin bougeioise- les jeux sont faits, le fascisme pouvait s'emparer du pouvoir avec l'appui des monopoleurs. En 1920 la situation internationalement révolutionnaire était favorable à l'instauration du pouvoir soviétique ; dans le présent cours descendant de la révolution, le prolétariat en tant que force organisée, ayant ses objectifs propres, disparût, à l'exception toutefois de petits groupes d'avant-garde. Ne subsiste plus dès lors que le salariat comme catégorie économique, dont la lutte est dépourvue de tout caractère communiste et internationaliste. Ce salariat obtiendra -et encore- des réajustements purement nominaux, d'un pouvoir d'achat sans cesse diminuant ; quant à ses activités politiques, elles seront canalisées, utilisées par les dirigeants stalinos-réformistes que lui impose la tradition et son corollaire, ce faux-semblant de Togliatti-Nenni arrachant aux patrons abhorrés "des améliorations progressives" du sort des travailleurs. Ces dirigeants n'ont pas le pouvoir de déloger les nouveaux propriétaires américains de l'Italie. Mais ils peuvent gêner l'exécution de leur plan, en maintenant un certain état d'effervescence sociale ; et pour l'heure, le Kremlin n'en demande pas plus.

Le coup du père Bidault

La conjoncture politique italienne est dominée par l'approche des élections d'avril. Chacun des deux partis véritablement en présence, démochrétiens et stalinien, cherche à mettre en son jeu, le plus d'atouts possibles. Un mot sur la troisième force ; elle est en Italie plus carnavalesque et inexistante qu'ailleurs.

Une véritable course contre la montre s'est engagée, pour savoir qui "rendra" Trieste à sa mère-patrie. Et le tandem Bidault-Sforza a battu au sprint celui de Tito-Togliatti. Dans l'affaire de Trieste l'intérêt politique prévaut, et de loin, sur les intérêts économiques et stratégiques en jeu. Trieste "irredente" à fin électorales le chauvinisme de l'un ou l'autre des partis donataires

Quant au projet d'union douanière, formulé par le tandem étoilé,¹⁷ il ne prend de sens que dans le cadre du pacte des Cinq.

XXX
XXX XXX
XXX

Cette analyse incomplète (Europe russe, extrême-Orient) des faits résultants de la situation internationale en mars 1948, n'a de signification qu'en fonction d'une tendance générale.

Nous avons démontré en toutes occasions, que, dès la "fin" de la dernière guerre impérialiste mondiale, s'ouvrait un cours vers une troisième guerre. Cela conséquence de l'irréductibilité des antagonismes impérialistes. Empruntant grossièrement au vocabulaire de la physique moderne, ce pronostic pourrait être qualifié de probabilité statique. En un mot, tout ce qui se passe dans le monde capitaliste actuel prend son sens dans la perspective d'un cours général vers la guerre. Quant à fixer précisément le temps où se produira l'ouverture des hostilités à l'échelle mondiale, c'est affaire de journalistes et d'astrologues. L'ouverture des hostilités dépend de causes impondérables, rebelles à l'analyse, et qui, tout compte fait important peu pour le déroulement global du processus d'évolution de la société humaine. Nous savons que le cours vers la guerre n'est réversible que par une action généralisée et concertée du prolétariat. Et que dans la présente situation de cours vers la guerre et de confusion théorique cette action ne se fera pas. La lutte des "antibessistes", sauce 3^e force, celle des pacifistes du "barrage à la guerre" est nécessairement vouée à l'échec. Plus, tendant à faire croire que la paix est possible au sein du régime capitaliste, renforce ce régime et contribue ainsi, objectivement à la propagande belliciste.

L'avant-garde ouvrière, consciente de cette situation, doit, dès maintenant se préoccuper de la transformation de la troisième guerre mondiale impérialiste en guerre civile de classe, sans bluff, ni utopie.

COUSIN

— 4 —

LA PRESSE SOCIALISTE ETRANGERE.

SOCIALIST COMMENT - (Le commentaire socialiste) - C'est une feuille mensuelle de quatre pages publiée par les partis socialistes d'Australie & de Nouvelle Zelande. Les numéros de septembre et de Novembre 1947 réunissent des articles sur la loi de nationalisation des Banques australiennes, dans lesquels la rédaction souligne que, bien que cette mesure ne doive pas avoir d'effet immédiat ni sur les capitalistes ni sur les ouvriers, elle aura des effets à long terme en ce qu'elle accentuera la tendance vers le capitalisme d'Etat. D'autres articles attaquent le système des primes de rendement et l'arbitrage obligatoire des conflits du travail.

SOCIALIST COMMENT - (Le commentaire socialiste) - C'est une feuille mensuelle de quatre pages publiée par les partis socialistes d'Australie & de Nouvelle Zelande. Les numéros de septembre et de Novembre 1947 réunissent des articles sur la loi de nationalisation des Banques australiennes, dans lesquels la rédaction souligne que, bien que cette mesure ne doive pas avoir d'effet immédiat ni sur les capitalistes ni sur les ouvriers, elle aura des effets à long terme en ce qu'elle accentuera la tendance vers le capitalisme d'Etat. D'autres articles attaquent le système des primes de rendement et l'arbitrage obligatoire des conflits du travail.

SOUTHERN ADVOCATE for WORKER'S COUNCILS - (La Défense du Sud pour les Conseils 19
Ouvriers) - Cette publication est une feuille mensuelle
de 16 pages d'un groupe socialiste d'Australie qui ad-
hère au programme des conseils ouvriers défendus par PANNKOCK, et au principe
du "Syndicat unique et fort" de l'I.W.W. des Etats-Unis. Le numéro du 3 novem-
bre 1947 déclare que, "c'est seulement dans la révolte, dans les grèves spon-
tanées de la base illégales, que l'on trouvera la nécessité de penser, de "
raisonner selon une ligne de classe vers la liberté". (P.3). Le même numéro
donne un article intitulé "Socialisation & Nationalisation" qui souligne que
les nationalisations comme telles, sont simplement un instrument du Capitalisme.
D'autres articles contiennent une attaque contre le Parti Socialiste d'
AUSTRALIE (accusé de défendre le Capitalisme), des lettres de lecteurs, le com-
mentaire des événements en Australie et les mouvements socialistes de l'Etran-
ger, spécialement sur la Gauche Communiste Internationale.

SOCIALIST APPEAL. - (L'appel Socialiste)

Il s'agit du journal (4 pages mensuelles) du Parti Com-
muniste Révolutionnaire, section britannique de la I^{re}
Internationale. Le numéro de Décembre 1947 donne un
compte rendu de la défaite de la grève de l'Hotel SAVOY à Londres, qui se ter-
mina par la capitulation des dirigeants syndicaux et d'expulsion des dirigeants
de la grève. D'autres articles rendent compte des attaques opérées par les
Socialistes d'OXFORD contre une réunion Trotskyste, la résurrection du mouve-
ment fasciste de MOSLY, selon une nouvelle organisation du parti, des grèves en
France, une attaque du plan des nations unies pour le partage de la Palestine,
un compte rendu du livre de Trotsky "STALINE", et divers commentaires sur les
nouvelles britanniques et internationales.

Le numéro de Janvier contient des articles appelant
au contrôle ouvrier sur les usines récemment nationalisées dans l'industrie
des transports, une attaque contre la tendance du gouvernement travailliste à
se porter contre le parti Communiste, un rapport de la condition des prisonniers
de guerre allemands en Egypte contenant une lettre des pasteurs allemands pro-
testant contre leur état comme prisonniers de guerre, un article sur la déva-
luation du rouble, et une attaque contre la monarchie britannique comme ins-
titution.

Le numéro de Février contient des articles sur la
"démocratie industrielle" appelant au contrôle ouvrier sur la production",
un rapport sur les profits des compagnies anglaises pour l'exercice 1947, des
articles sur l'anniversaire du manifeste communiste, un rapport sur la défaite
électorale du Labor Party aux élections municipales du 5 janvier à COVENTRY,
un examen des gains électoraux du parti Trotskiste Canadien dont les candidats
aux élections municipales de TORONTO réunirent 15.000 votes (11 % du total des
votes) ; enfin un article sur la dévaluation du franc.

THE INTERNATIONAL BULLETIN - (Le bulletin international) - C'est le premier
numéro publié par les partisans américains de la gau-
che Communiste Internationale, qui cherchent à orga-
niser un groupe aux ETATS-UNIS. Le bulletin traite de la "Situation des ouvriers
américains", appelant les fractions des syndicats à une grève contre la loi du
travail TAFT-HARTLY, et pour une hausse des salaires avec diminution du temps
du travail. Le bulletin rend compte de la première conférence de la gauche
communiste internationale et publie la déclaration inaugurale de la G.C.I.
Egalement un article sur "la nature et la fonction de l'Etat Soviétique", con-
sidérés comme étant ceux du Capitalisme d'Etat.

LE MARXISME

ET LA

GUERRE IMPERIALISTE

)°(

- chapitre premier(suite) -

PROPRIETE PRIVEE-CAPITAL-TRAVAIL

Quelles sont
les conceptions
fondamentales de
Marx sur les rap-
ports économiques
et sociaux essen-
tiels. -(suite) (P)

Voici, d'autre part, différents tex-
tes de Marx-Engels, où ceux-ci définissent le
plus clairement leur conception dialectique
de la transformation de caractère de la proprié-
té privée, et sur les quels nous appuyons
pour la suite de notre mise au point critique:

"... A quoi revient l'accumulation primitive du capital, c'est à dire sa genèse historique? En tant qu'elle n'est pas la trans-
formation directe d'esclaves et de serfs en salariés, par consé-
quent un simple changement de forme, elle ne signifie que
l'expropriation du producteur immédiat, c'est à dire la disso-
lution de la propriété privée fondée sur le travail personnel.

La propriété privée comme antithèse de la propriété sociale et
collective, n'existe que là où les moyens de travail et les
conditions extérieures du travail appartiennent à des particu-

liers. La propriété privée de l'ouvrier sur ses moyens de pro-
duction est la condition nécessaire de la petite industrie, et
celle-ci est la condition nécessaire du développement de la
production sociale et de la libre individualité de l'ouvrier
lui-même. Il est vrai que ce mode de production existe égale-
ment dans l'esclavage, le servage et d'autres états de dépendan-
ce. Mais il ne prospère, ne déploie toute son énergie et n'ac-
quiert la forme classique adéquate que là où l'ouvrier est le
libre propriétaire personnel des conditions de travail qu'il

(+). - Voir les numéros 30 et 31 d' "INTERNATIONALISME"
Janvier et Février 1940 -

détermine lui-même, où le paysan possède le champ qu'il cultive. L'artisan l'instrument dont il se sert en virtuose. Ce mode de production présuppose le morcellement du sol et des autres moyens de production. En même temps que la concentration de ces moyens, il exclut la coopération, la division du travail dans le même procès de production, la domination de la nature par l'homme, le libre développement des forces productives de la société. Il n'est compatible qu'avec une production et une société étroitement et naturellement limitées. Vouloir l'éterniser ce serait comme Pécqueur le fait remarquer à juste titre, "...décréter la médiocrité générale...". Parvenu à un certain degré de développement il produit lui-même les moyens matériels de son propre anéantissement. A partir de ce moment il s'agit dans la société des forces et des passions qui se sentent enchaînées par lui. Il faut qu'il soit anéanti, et il l'est effectivement. Cet anéantissement, le changement des moyens individuels et épars de la production en moyens concentrés par la société; la transformation de la petite propriété appartenant à beaucoup d'individus en propriété énorme de quelques uns; l'expropriation de la grande masse populaire que l'on dépouille de ses terres, de ses moyens de subsistance et de ses instruments de travail; cette terrible et difficile expropriation de la masse populaire forme la préhistoire du CAPITAL..."

Cette page est une des plus belles du CAPITAL. En même temps elle exprime une vue des phénomènes historico-économiques remarquable. Marx, il y a un siècle, exprimait d'une façon claire la notion de propriété privée individuelle et de propriété privée sociale du CAPITAL. Quand Bettelheim et les trotskystes (+) parlent de "la disparition de la propriété privée sur les moyens de production en U.R.S.S." ont-ils en vue, le fait certes sans précédent dans l'histoire d'une expropriation de certaines individualités capitalistes plus rapidement et plus immédiatement que partout ailleurs, au profit de l'Etat? Mais qui est derrière cet Etat? Et vis-à-vis de la classe ouvrière de toutes les Russies, les moyens de production ne sont-ils pas propriété d'Etat? C'est à dire propriété privée sociale qui les contraint à livrer leur force de travail à vil prix, à peine de quoi l'entretenir?

(+) .- Malgré la brouille momentanée et apparente de ceux-ci avec celui-là, il nous est permis d'affirmer qu'il n'y a entre eux qu'une querelle de tactique, de forme et purement verbale; Bettelheim et la "Rev. Inter." exprimant théoriquement d'une façon trop crue ce qu'est le contenu et la tendance réelle du trotskysme: une gauche du stalinisme qui ne peut s'exprimer dans les frontières de l'impérialisme russe.

Qu'est-ce que la différence entre la propriété privée antérieure au capitalisme et la propriété privée capitaliste?

C'est un non sens de dire qu'un quelconque capitaliste possède des moyens de production INDIVIDUELLEMENT. Il les possède dans un sens de classe parceque sa situation sociale lui permet de recevoir une partie des fruits de l'exploitation de la classe ouvrière, cela, soit au prorata d'un capital action, soit selon une fonction sociale d'administration ou de direction de la production du CAPITAL.

"... ..Dès que ce procès de transformation a suffisamment décomposé, pour le fond, aussi bien que pour la forme, la vieille société; dès que les ouvriers ont été changés en

prolétaires et leurs conditions de travail en CAPITAL ..."!!!

"...dès que le mode de production capitaliste se suffit à lui-même, la socialisation progressive du travail et la transformation consécutive de la terre et des autres moyens de production en moyens de production communs, parceque socialement

exploités, et par suite l'expropriation des propriétaires

privés prennent une forme nouvelle. Cette expropriation s'o-

père par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste elle-même, par la centralisation des capitaux..."

"...Le système d'appropriation capitaliste découlant du mode de production capitaliste, et par suite la propriété privée capitaliste, constituent la première négation de la propriété privée individuelle fondée sur le travail personnel. Mais avec la fatalité d'un procès naturel la production capitaliste engendre sa propre négation. C'est la négation de la négation..."

(Capital- Molitor- IV- 27I-2-3-4-)

La propriété individuelle précapitaliste est détruite par le capitalisme montant. La grande masse du peuple est expropriée de ses moyens de travail individuels et est transformée en prolétariat qui, de par l'évolution de sa situation sociale et de par l'évolution du capitalisme, devient travail exploité socialement. C'est la propriété privée capitaliste qui oppose le CAPITAL au TRAVAIL. La propriété privée capitaliste est donc la première négation de la propriété privée individuelle sur les moyens de production. Elle devient une propriété sociale d'un ensemble d'individus et, plus généralement, d'une classe sociale détenant l'ensemble des moyens de production

le contenu et la tendance réelle du trotskysme: une gauche du stalinisme qui ne peut s'exprimer dans les frontières de l'impérialisme russe. -

et lui permettant d'avoir à sa merci une autre classe sociale qui se livre obligatoirement comme travail salarié à l'exploitation de la classe qui possède l'ensemble des moyens de production.

Mais le procès de production capitaliste produit lui-même les conditions de sa propre disparition: la révolution politique du prolétariat qui lui permet de s'emparer des moyens de production qui sont déjà, sous la forme de propriété privée sociale capitaliste, une propriété commune et collective d'une classe. La révolution socialiste constitue la double négation de la propriété privée individuelle sur les moyens de production. Négation de la propriété privée individuelle = propriété privée sociale d'une classe. Négation de la propriété privée capitaliste = négation de toute propriété sur les moyens de production = négation de toutes contradictions économiques entre classes sociales.

La tendance historique du socialisme est donc à la réduction révolutionnaire des contradictions économiques entre privilégiés et exploités, exactement le contraire du "socialisme d'Etat" de Monsieur Charles BETTELHEIM. Lui, voit ces contradictions se renforcer et l'Etat "dépérir au fur et à mesure qu' "ils" (les exploités-"la couche la moins privilégiée du prolétariat")) qu' "ILS" prennent l'habitude de leur exploitation" ?!- Un tel phénomène est unique dans l'histoire et n'existe qu'à l'état d'abstraction formelle dans les "couches" hautement socialisées de l'éminentissime cerveau qu'est Mr. Ch. Bettelheim-économiste-sociologue distingué.

Si Marx emploie souvent, (dans le long texte cité plus haut);
 ,-(la fin de la première partie du Capital, partie rédigée entièrement par Marx lui-même et publiée de son vivant, et où il renvoie intentionnellement au "Manifeste des Communistes", le tout adapté au niveau de la lutte de classe avant 1870)-, des phrases telles que:

"...Chaque capitaliste en tue beaucoup d'autres..." ou
 "...l'expropriation de beaucoup de capitalistes par quelques-uns"

c'est parce que c'est effectivement le caractère dominant du capitalisme libéral et de la libre concurrence, qui fleurissaient du temps où Marx écrivait son Capital, et auquel la lutte de classe de l'époque devait s'adapter. C'est ce qui fait que ce passage du CAPITAL renvoie au Manifeste Communiste, l'un et l'autre sont adaptés à l'un et à l'autre. Cela n'empêche pas Marx de voir beaucoup plus loin théoriquement, comme nous l'avons vu pour des écrits antérieurs même au Manifeste, comme Econ.Pol. et Phil., et comme nous le verrons plus loin dans d'autres passages du CAPITAL.

La concentration capitaliste en cartels, monopoles et trusts, puis, à notre époque, le contrôle permanent de l'Etat et même la possession par l'Etat des principaux moyens de production sont les phénomènes qui ont surgi dans la société, depuis.

Ce qui est étonnant, c'est cette discussion autour de la bureaucratie "nouvelle classe", - (discussion avec variantes et du reste pas nouvelle, car ce n'est pas une invention burnhamienne mais trotskyste, mais qui a surtout aujourd'hui acquise les faveurs de ceux qui suivent "la mode littéraire": un monde hétéroclite de lecteurs assidus de "digests", bourgeois américanophiles, certains "héros" de la gauche socialiste, - tout penauds que le Révérent Père Blum et consorts du M.R.P. leur ait pris leur 3^e Force, - certains trotskystes, - qui se doivent d'être présents" partout, - et enfin, "en bloc" le dernier congrès anarchiste, - qui comme tout congrès anarchiste ne représente rien puisque tout le monde est d'accord pour dire qu'il est en désaccord...).

Ce phénomène, (la bureaucratisation de la classe capitaliste), est un phénomène historique naturel et normal d'une classe et d'un mode de production qui contiennent en eux-mêmes des contradictions dont la principale est qu'ils se maintiennent contre l'état même de développement des forces productives.

Dans une mesure moindre, - en faisant une comparaison historique et non absolue-, la bureaucratisation de la noblesse, la concentration du pouvoir en monarchie absolue, tout en étant encore typiquement du féodalisme, sa forme la plus achevée, présupposaient déjà une forme d'Etat bourgeois, c'est à dire la disparition du féodalisme. De même, l'Etat bourgeois-capitaliste, au point de bureaucratisation où il en est aujourd'hui, présuppose sa disparition. La bureaucratie n'est pas un phénomène historique unique, c'est une excroissance et une hypertrophie de la classe qui se maintient contre les lois historiques et économiques de son propre système et présupposent un bouleversement social proche ou en train de s'accomplir, et non une nouvelle classe. C'est la même classe atteinte d'une maladie chronique et incurable.

Jamais un seul instant, ni pour Marx ni pour Engels, le phénomène représenté par les différentes phases successives d'évolution de la centralisation de la propriété capitaliste, des mains de plusieurs dans les mains de quelques uns, des mains de quelques uns dans les associations de capitalistes, les cartels, sous forme de monopoles ou de trusts, et enfin des cartels au capitalisme d'Etat, jamais ces phénomènes n'ont changé, pour eux, le caractère fondamental, prédominant, du mode de production capitaliste: opposer le CAPITAL au TRAVAIL, - être un mode de production qui produit et reproduit du Capital, par la reproduction et l'accumulation, et dont le but essentiel est de produire de la plus-value.

Dans le passage suivant du CAPITAL, il est particulièrement caractéristique que, pour Marx et pour Engels, l'évolution du capitalisme pouvait très bien changer la forme organique de la classe capitaliste et de la concentration de la propriété industrielle entre les mains de grandes sociétés par actions ou de l'Etat, sans changer pour cela la structure économique fondamentale de la société; cela prouve également que le capitalisme d'Etat n'est ni une

"nouveau", ni une invention de turbulents "gauchistes", si ce n'est une découverte de nombreux socialistes et dont les marxistes Marx et Engels ont fourni de nombreuses fois des tentatives d'interprétation scientifique.

Voici quelques grands passages de l'évolution et de la transformation du capitalisme chez Marx et Engels:

"... Avant d'aller plus loin faisons cette remarque importante au point de vue économique:
Comme le profit prend ici la forme pure de l'intérêt, ces entreprises restent possibles tant qu'elles donnent de l'intérêt. C'est même là une des raisons qui arrêtent la baisse du taux de profit général, parce que ces entreprises, où il y a un écart formidable entre le capital constant et le capital variable, ne concourent pas forcément à l'égalisation du taux de profit général..." (vient une note de Engels dont nous parlons plus loin)

"... C'est la suppression du mode de production capitaliste dans ce mode même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et ne paraît de prime abord que faciliter le passage vers une nouvelle forme de production. Dans la réalité nous retrouvons cette contradiction. Dans certaines sphères, c'est l'établissement du monopole et l'appel à l'intervention de l'Etat. Il se reconstitue une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle catégorie de parasites, sous forme de faiseurs de projets, de fondateurs et de directeurs qui ne le sont que de nom, tout un système de tromperie et d'escroquerie dans la constitution des sociétés, l'émission et le commerce des actions. C'est la production privée sans le contrôle de la propriété privée..."

Cette belle époque des escroqueries boursières (qui marque surtout la fin du XIX^e siècle et dont le début de ce siècle a vu encore de grands "scandales") est aujourd'hui devenue de l'histoire sans que cela en ait fondamentalement modifié la structure et le fond de l'analyse de Marx.

La note d'Engels ajoute, pour donner encore plus de force à l'idée fondamentale de la différence entre la forme et la structure du CAPITAL:

"... Depuis que Marx a écrit ces lignes, il s'est comme l'on sait, développé de nouvelles formes de l'exploitation industrielle qui représentent la seconde ou la troisième puissance des sociétés par action..."

Dans cette note, Engels explique clairement

- 1) que cette centralisation est nécessaire à cause du manque de débouchés-
 - 2) qu'elle existe déjà à la puissance de monopoles internationaux, et que cela peut aller jusqu'à
- "... l'appropriation par la société totale, la Nation..."²
(Capital-Molitor-XI-282-3-)

Dans l'Anti-Düring, Engels est encore plus précis et plus net. Dans cette partie, il entend bien montrer le rôle réel des "socialisations", il entend bien pousser jusqu'au bout les possibilités et les nécessités de l'intervention de l'Etat dans les affaires de la bourgeoisie, et il montre très bien, et cela à la fin du XIX^{ème} siècle, la signification du réformisme, qu'il se manifeste aujourd'hui sous l'étiquette trotskyste du "programme transitoire", ou sous celle selon laquelle la "bureaucratie" est nécessaire à la "construction du socialisme" de Bettelheim;

D'abord, il fait ressortir que les contradictions et les crises du système capitaliste le poussent sans cesse à concentrer les moyens de production...

"... poussent à cette forme de socialisation de moyens de production en masses considérables que nous rencontrons dans les diverses sortes de sociétés par actions..."

... A un certain degré de développement cette forme même n'est plus suffisante: le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, est obligé d'en prendre la direction(ici note qui viendra à la suite)X. Cette nécessité de les transformer en propriété de l'Etat se manifeste en premier lieu par les grands organismes de communications(postes, télégraphes, chemins-de-fer). Si les crises ont révélé l'incapacité de la bourgeoisie à plus longtemps administrer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communications en sociétés par actions et propriété de l'Etat, montre que la bourgeoisie n'est pas indispensable pour cela. Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont actuellement remplies par des employés salariés..."

Engels ne parle pas ici des différentes façons dont ces étatisations ont été opérées, avec ou sans indemnités, mais cela ne semble pas le tracasser beaucoup, en effet, ces étatisations sont, certes un progrès (au XIX^{ème} siècle), mais il s'engage malgré cela, sur le chemin de la critique du réformisme. Aujourd'hui, l'étatisation et les "socialisations" sont devenues les mots d'ordres de guerre des partis représentants du capitalisme d'Etat, c'est à dire de l'aspect actuel de conservation de la société de classes, représentants dont le trotskysme est une petite "aile gauche" (si ce terme peut encore garder une signification aujourd'hui). Voulant faire de la tactique valable il y a un siècle, la tactique "de lutte de classe révolutionnaire" d'aujourd'hui.

d'hui, ils ne font qu'aboutir dans la pratique journalière de leurs mots d'ordres revendicatifs, quand leur formulation a par un hasard extraordinaire un écho quelconque, au capitalisme d'Etat.

"... Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont actuellement remplies par des employés salariés. Le capitaliste n'a plus d'activité sociale, hormis celle d'encaisser des revenus...
... Si le mode de production capitaliste a commencé par éliminer les ouvriers, il élimine maintenant les capitalistes et les relègue, tout comme les travailleurs, dans la population superflue quoique pas tout d'abord encore dans l'armée de réserve industrielle.
Mais ni la transformation en sociétés par action, ni la transformation en propriété de l'Etat, n'enlève aux forces productives leur qualité de CAPITAL..."

Pour Engels il ne s'agit pas de questions secondaires, et si les formes extérieures des moyens de production changent, s'il y a évolution (et c'est normal qu'une société ne soit pas un schéma inflexible) ce qui compte pour déterminer si ces différentes phases de l'évolution restent dans le cadre général du mode de production capitaliste c'est avant tout que les forces productives suivent le procès de production, d'accumulation et de répartition capitaliste, au sens le plus général que ces termes peuvent exprimer; et que le "capital" soit toujours opposé sous cette forme au "travail". ~~Tout cela est une simplification.~~ Toutes conditions indispensables à la poursuite du procès de production capitaliste.

Et qu'importe si cette propriété capitaliste est entre les mains de petits capitalistes, de grands capitalistes, de sociétés par action ou de l'Etat. Qu'importe du point de vue "purement économique" du schéma de la reproduction capitaliste, mais non de la lutte de classe qui varie sensiblement et doit s'adapter à la nouvelle évolution de la société.

Mais revenons au développement d'Engels:

"...ni la transformation en propriété de l'Etat n'enlève aux forces productives leur qualité de CAPITAL. Pour les sociétés par action c'est chose manifeste. Et à son tour l'Etat moderne n'est que l'organisation que se donne la société bourgeoise pour maintenir les conditions générales extérieures du mode de production capitaliste, en face des empiètements tant des travailleurs que des capitalistes individuels. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste, l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif idéal..."

(Anti-Düring-III-42-3-4-5-)

Et que l'on ne vienne pas nous dire que c'est là une boutade à Engels. Dans la note qu'il ajoute, Engels explique pourquoi il emploie le terme "...est obligé..." quand il dit

"...l'Etat est obligé d'en prendre la direction..."

"...je dis est obligé, car c'est seulement au cas où les moyens de production ou de communications échappent réellement par leur croissance démesurée à la direction des sociétés par action, c'est seulement lorsque l'étatisation est devenue économiquement inévitable, c'est seulement alors que même réalisée par l'Etat actuel..." (ayons toujours présent à l'esprit qu'Engels écrit au XIX^{ème} siècle)"...elle représente un progrès économique, un stade préliminaire à la prise de possession de toutes les forces productives par la société même..."

Ce qui revient à définir la dialectique du développement de la crise du capitalisme qui crée lui-même les conditions favorables à sa propre disparition.

"... Mais, " poursuit-il, " on a vu dernièrement apparaître un certain faux socialisme", - (il n'a fait, hélas que se renforcer) - " qui, dégénérant même, ça et là en quelque servilité, déclare d'emblée socialiste toute étatisation, même celle de Bismark. Certes, si l'étatisation du tabac était une mesure socialiste, Napoléon et Meatternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Quand l'Etat belge, pour de très vulgaires raisons politiques et financières, a construit lui-même ses principales lignes de chemin de fer, quand Bismark, sans aucune nécessité économique, a étatisé les principales lignes de Prusse, tout simplement pour être à même de mieux les organiser et les utiliser en vue de la guerre, pour faire des employés de chemin de fer un bétail électoral au service du gouvernement, et surtout pour se procurer une nouvelle source de ~~xxxxxxx~~ revenus indépendants des décisions du parlement, ce n'étaient pas le moins du monde des mesures socialistes ni directes ni indirectes, ni consciemment ni inconsciemment. Sans cela le commerce maritime royal la manufacture de porcelaine et jusqu'au tailleur de la compagnie dans l'armée, seraient des institutions socialistes..."

(Anti-Düring- III- 42-)

De Bismark à Staline, se sont toujours les mêmes "socialistes", les temps ont seulement changé dans ce sens que se sont eux qui sont chargés, un peu partout de "faire" la politique "réactionnaire" que des Bismark pratiquaient hier avec l'appui de certains. On comprend qu'il y ait des Bettelheim et des Martinet qui voient dans l'Etat stalinien une "étape constructive vers le socialisme (transitoire)", si hier des "socialistes" ont pu appeler "socialistes" les nationalisations de Bismark ou de la III^{ème} république française. Des "socialistes" expansionnistes prussiens ou français, aux "communistes" impérialistes staliniens, la route est la même, il s'agit de faire des ouvrier, avec une certaine démagogie, du bétail électoral et du bétail pour la bouche-rie impérialiste.

POLITIQUE ET PHILOSOPHIE DE LENINE A HARPER

ou une critique de l'oeuvre de Harper:
"Lénine als philosophe"

)o(

Les CONCLUSIONS DE HARPER SUR LA REVOLUTION RUSSE ET L'ASPECT DE LA
DIALECTIQUE MARXISTE QU'IL A CRU BON DE LAISSER DANS L'OMBRE -

Il y a trois façons de considérer la révolution russe.

a).-La première est celle des "socialistes" de tout poil, droite, centre et gauche, révolutionnaires et O-Be (en Russie), indépendants et tutti quanti, ailleurs.

Avant la révolution, leur perspective était: la révolution russe sera une révolution bourgeoise démocratique, au sein de laquelle, - démocratie bourgeoise, - la classe ouvrière pourra lutter "démocratiquement" pour "ses droits et ses libertés".

Tous ces messieurs étaient, naturellement, en plus de "révolutionnaires démocrates sincères", de fervents défenseurs du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", et arrivaient à la défense de la nation par le détour d'un internationalisme à sens unique, partant du pacifisme et aboutissant à la lutte contre les agresseurs et les oppresseurs. Ces gens là étaient des "moralistes" dans le plus pur sens du terme, défendant le "droit" et la "liberté", avec un grand D et un grand L, des pauvres et des opprimés.

Bien entendu, quand la première révolution, celle de Février éclata, ce fut un torrent de larmes de joie et d'allégresse, la confirmation de la sainte perspective, enfin, la sainte révolution tant attendue.

Ils avaient seulement oublié que le coup de pouce donné par l'insurrection générale de février ne faisait qu'ouvrir les portes à la vraie lutte de classes des classes en présence.

Le tzar tombé, la révolution bourgeoise en voie d'accomplissement au sein ~~du~~ même de la vieille autocratie, signifiait le pourrissement de cet appareil, et la nécessité de son remplacement: Février ouvre la porte à la lutte pour le pouvoir.

Au sein de la Russie même, ~~trois~~ quatre forces se révèlent en présence:

- 1) l'autocratie, bureaucratie féodale gouvernant un pays où le grand capital est en train de s'installer
- 2) bourgeoisie et petite bourgeoisie, grand capital, directeurs d'industrie et élite intellectuelle. Moyenne propriété foncière, etc...
- 3) la grande masse de la paysannerie pauvre à peine sortie du servage.
- 4) intellectuels et petite bourgeoisie prolétarisés par la crise du régime et du pays, et le grand prolétariat industriel.

Les éléments "réactionnaires" (les soutiens du régime tsariste), s'étaient convaincus de l'inéluctabilité et de la nécessité de l'introduction du grand capitalisme industriel en Russie, et ils n'aspiraient pas à autre chose qu'à être les gérants et les gendarmes du grand capital financier étranger, au prix d'un conservatisme social à eux favorable, le maintien du système bureaucratique impérial, la "libération" du servage, nécessaire à fournir une main d'oeuvre à l'industrie, tout en maintenant le haut contrôle de la bureaucratie et de la noblesse sur la moyenne paysannerie, considérée comme une classe de métayers.

Ceci était, évidemment, déjà, la "révolution bourgeoise". Mais les forces sociales qui entraient sur l'arène de l'histoire ne tenaient pas compte des desideratas de la bureaucratie. Le capital introduit en Russie, cela signifiait, d'un côté le prolétariat; de l'autre la classe capitaliste, qui ne se compose pas que des possesseurs de capitaux, mais de toute la classe sociale qui dirige effectivement l'industrie et administre la circulation des capitaux.

L'importation du capital eut pour conséquences de révéler aux classes dirigeantes russes, dans le sens le plus large du terme, toutes les possibilités énormes de développement que pouvait fournir le capitalisme à la Russie.

Se créaient donc, au sein de ces classes, deux tendances ambivalentes: la première, nécessité de se servir du capital financier étranger pour le développement capitaliste en Russie; la deuxième, une tendance à l'indépendance nationale, et donc, à se libérer de l'emprise de ce capital.

Dès l'ouverture du cours révolutionnaire, les pays qui avaient investi des capitaux en Russie, tels la France et l'Angleterre et bien

d'autres encore, comprirent surtout le danger du point de vue des intérêts de "leurs" capitaux. Or, on sait que la mentalité du possédant, en général, est la pleutrerie, la peur et, par réaction le déchaînement et l'explosion de la force dont il peut disposer.

Ces pays savaient très bien qu'un gouvernement démocratique sauvegarderait leurs intérêts, mais, comme tout capitaliste, ils voyaient dans l'installation d'un ~~mixish~~ quelconque putch réactionnaire, la possibilité de dicter leur politique et celle d'avoir effectivement la main mise sur un territoire extrêmement riche. Les pays étrangers misaient donc sur tous les tableaux, soutenaient tout le monde, Kerensky et Denikine, les bandes réactionnaires et le gouvernement provisoire, etc... Les uns recevaient de l'argent, des armes et des conseillers techniques militaires, les autres recevaient les "conseils désintéressés" de la part d'ambassadeurs ou autres consuls. De plus, à travers cette grande bagarre pour le pouvoir, se faisaient jour avec d'autant plus d'acuité les luttes pour la prépondérance d'influence, les rivalités d'impérialismes, unis pour un jour, se tirant dans le dos et complottant par derrière contre l'allié, etc..., etc...

Le terme le plus adéquat pour caractériser la géographie politique de la période qui va de la première révolution (février) à la seconde, (octobre), c'est le marasme, le chaos, où l'histoire contemporaine n'a pu mettre son nez que très peu de temps grâce aux publications, par le gouvernement bolchevick de tous les accords secrets officiels.

b) La guerre impérialiste elle-même était dans une impasse, les cadavres pourrissaient dans les "no man's land" séparant les tranchées d'un front couvrant tout l'Est de l'Allemagne et de l'Empire Austro-Hongrois, et le sud de ces mêmes pays, sans que la guerre ne semblât être en passe de trouver une issue.

Dans ce chaos général, un petit groupe politique qui avait représenté l'internationalisme révolutionnaire aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, et qui avait posé comme principe premier de la renaissance d'un mouvement ouvrier révolutionnaire sur le cadavre de la II^{ème} Internationale:

Le prolétariat devra AVANT TOUT proclamer son internationalisme en entrant en lutte, QUOI QU'IL ARRIVE, contre sa propre bourgeoisie, ayant bien en vue que ce mouvement n'est qu'un mouvement international du prolétariat qui doit, pour permettre de réaliser le socialisme, s'étendre aux principales puissances bourgeoises.

La seule divergence qui existait entre sociaux-démocrates et le noyau de la future Internationale Communiste était ce point fondamental: les sociaux-démocrates pensaient réaliser le socialisme par des "progrès dans l'élargissement de la démocratie intérieure" du pays, et de plus ils pensaient que la guerre était un "accident" dans le mouvement de l'histoire, et que pendant la guerre, plus de luttes de classe, qui devaient être mises à la naphtaline, en attendant la victoire sur le

méchant ennemi qui venait empêcher cette "lutte" de s'opérer "pacifiquement".

(Il faudrait avoir plus de place et montrer les manifestes des différents partis, S-D, S-R etc... de l'époque de la guerre de 1914 à 1917- et des extraits d'articles de journaux de ces partis destinés aux troupes russes en France, et où le "socialisme" y était défendu avec une ardeur... vraiment héroïque.)

La gauche qui commença à se regrouper après les deux conférences de Suisse, avait ses assises politiques les plus solides autour de la personnalité de Lénine, à l'époque presque totalement isolé de ses propres ex-partisans du parti bolchevik et, même dans la gauche de la social-démocratie, considéré comme un illuminé. Lénine proclamait en substance:

"... Prêcher la collaboration des classes, renier la révolution sociale et les méthodes révolutionnaires, s'adapter au nationalisme bourgeois, oublier le caractère changeant des frontières nationales et des patries, ériger en fétiches la légalité bourgeoise, renier l'idée de classe et la lutte de classe par crainte d'éloigner la "masse de la population" (lisez: la petite bourgeoisie) - voilà, sans nul doute la base théorique de l'opportunisme..."

"...La bourgeoisie abuse les peuples en jetant sur le brigandage impérialiste le voile de l'ancienne idéologie de la "guerre nationale". Le prolétariat démasque le mensonge en proclamant la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. C'est le mot d'ordre indiqué par les résolutions de Stuttgart et de Bâle, qui prévoyaient, non la guerre en général, mais bien cette guerre-ci, et qui parlaient non pas de la "défense de la patrie", mais "d'accélérer la faillite du capitalisme" et d'exploiter à cet effet la crise produite par la guerre, en donnant l'exemple de la Commune. La Commune a été la transformation de la guerre nationale en guerre civile. Cette transformation n'est pas facile à faire et ne s'opère pas au gré de tel ou tel parti. Mais c'est précisément ce qui correspond à l'état objectif du capitalisme en général, et de sa phase terminale en particulier. C'est dans cette direction et dans cette direction seulement, que doivent travailler les socialistes. Ne pas voter les crédits de guerre, ne pas approuver le "chauvinisme" de SON pays(et des pays alliés), mais, au contraire, combattre avant tout autre le chauvinisme de "SA" bourgeoisie, et ne pas se cantonner dans les moyens légaux lorsque la crise est ouverte et que la bourgeoisie elle-même a annulé la légalité créée par elle, voilà la LIGNE DE CONDUITE qui MENE à la guerre civile et qui amènera fatalement à un moment ou à un autre de l'incendie qui embrase l'Europe..."

"...La guerre n'est pas un accident, un "pêché" comme pensent les curés(qui prêchent le patriotisme, l'humanité et la paix, au moins aussi bien que les opportunistes), mais une phase inévitable du capitalisme, une forme de la vie ~~à l'existence~~ capitaliste aussi légitime que la paix. La guerre actuelle est une guerre des peuples. De cette vérité il ne résulte pas qu'il faille suivre le courant "populaire" ou chauvinisme, mais que pendant la guerre, à la guerre, et sous des aspects guerriers, continuent à exister et continueront à se manifester les antagonismes sociaux qui déchirent les peuples...."

"...A bas les niaiseries sentimentales et les soupirs imbéciles après "la paix à tous prix"! L'impérialisme a mis en jeu le sort de la civilisation européenne. Si cette guerre n'est pas suivie d'une série de révolutions victorieuses, elle sera suivie à bref délai d'autres guerres. La fable de la "dernière guerre" est un conte creux et huisible, un "mythe" petit bourgeois (selon l'expression très juste du Golos). Aujourd'hui ou demain, pendant cette guerre ou après elle, actuellement ou bien lors de la prochaine guerre, l'étendard prolétarien de la guerre civile ralliera non seulement des centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais des millions de semi-prolétaires et de petits bourgeois abêtis actuellement de chauvinisme et que les horreurs de la guerre pourront effrayer et déprimer, mais surtout instruiront, éclaireront, éveilleront, organiseront, tremperont et prépareront à la guerre contre la bourgeoisie, celle de "leur" pays et celle des pays "étrangers"...."

"... La II^{ème} Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive l'Internationale épurée non pas seulement des "transfuges" (comme le désire le Golos) mais aussi de l'opportunisme, la III^{ème} Internationale! La II^{ème} Internationale a accompli sa part de travail utile:

A la III^{ème} Internationale appartient l'organisation des forces prolétariennes pour l'offensive révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, pour la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour la conquête du pouvoir, pour la victoire du socialisme...."

En comparant cela à Marx, on voit combien, contrairement à ce que Harper veut bien nous faire croire, Lénine a compris le marxisme et a su l'appliquer au moment adéquat:

"...Il va absolument de soi que, pour pouvoir lutter d'une façon générale, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle EN TANT QUE CLASSE et que l'intérieur du pays est le théâtre

immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le MANIFESTE COMMUNISTE, "quant à sa forme". Mais le "cadre de l'Etat national actuel", c'est à dire de l'Empire allemand, entre lui-même à son tour, économiquement, "dans le cadre" du système des Etats. Le premier marchand venu sait que le commerce extérieur et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans une sorte de politique INTERNATIONALE.

Et à quoi le Parti Ouvrier allemand réduit-il son internationalisme? A la conscience que le résultat de son effort "sera la fraternité internationale des peuples" -phrase empruntée à la bourgeoise Ligue de la liberté et de la paix, et qu'on fait passer comme un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières dans la lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements...."

(Critique du Programme de Gotha) (I-5)

Ce qui distinguait donc cette gauche de la S-D de l'ensemble du mouvement ouvrier, c'était ses positions politiques:

I) SUR LA NOTION DE LA PRISE DU POUVOIR (la querelle démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière intégrale par la dictature du prolétariat)

II) sur la nature de la guerre et la ~~forxkxkx~~ position des révolutionnaires dans cette guerre.

Sur tout le reste, notamment sur l'organisation "économique" du socialisme, on en était encore aux mots d'ordre des nationalisations de la terre et de l'industrie, comme beaucoup gardaient en politique le mot d'ordre de la "grève générale insurrectionnelle". Quoi qu'il en soit, il est bon de rappeler que très peu nombreux étaient les militants socialistes, même dans la gauche, qui avaient compris les positions de Lénine au cours de la guerre, et qui se rallieront APRES COUP à la Révolution Russe, quand la théorie se sera trouvée réalisée dans les faits.

Ceci est tellement vrai, que dans la querelle de Kautsky-Lénine, il n'est pas soufflé mot de la part de Kautsky, de ce côté du problème et pourtant, Lénine le fait remarquer, Kautsky avait pris position antérieurement, au congrès de Bâle, pour des positions analogues et très avancées sur le pouvoir ouvrier et sur l'internationalisme. Cependant, il ne suffit pas de signer des résolutions, faut-il encore savoir les appliquer pratiquement. C'est là, c'est quand on trouve transposé du plan théorique au plan pratique qu'on voit le vrai marxiste. Toute la valeur d'un Plékhanov et d'un Kautsky, des hommes considérables dans le mouvement ouvrier socialiste de la fin du XIX^{ème} siècle, s'effondre comme statue de sel à côté de ce petit groupe de bolcheviks qui a du transposer sur le plan pratique leurs théories, d'abord pour

la prise du pouvoir, ensuite devant la guerre, face aux S-R de gauche et à la fraction bolchevique qui était pour la "guerre révolutionnaire" à Brest-Litovsk, et devant l'offensive allemande, et devant la guerre civile intérieure qui se poursuivait.

En attendant que la révolution gagne internationalement, on ne pouvait faire en Russie qu'une organisation bourgeoise de l'économie, mais sur le modèle du capitalisme le plus avancé: le capitalisme d'Etat.

Seul le règlement ultérieur de la révolution internationale, (QUI AVAIT EU SON POINT DE DEPART INTERNATIONALEMENT, sur les positions et devant l'EXEMPLE DES BOLCHEVIKS), permettrait la possibilité d'une évolution et d'une transformation de la société vers le socialisme. En dehors de cela, on pourrait citer cent exemples de fausses positions, avant et après la révolution, de ce même Lénine.

En 1905, Trotsky lui donne une sévère leçon dans "Nos différents" et c'est sur la synthèse de la position de Trotsky dans "Nos différents" et de Lénine dans "Que Faire?" que s'est opérée la prise de position dans la guerre. Après la prise du pouvoir, une somme formidable d'erreurs ont été commises de part et d'autres à l'intérieur du parti, chez Lénine et Trotsky etc... Il ne s'agit pas ici de se voiler les yeux sur toutes ces erreurs, nous y reviendrons par la suite dans d'autres endroits, où il s'agira surtout des "léninistes purs". Mais les enseignements qu'on peut tirer après trente ans de recul, alors que les conditions économiques ont changé, que les caractères se sont accentués, cette méthode est différente de celle qui consiste à faire face aux événements qui se présentent d'une façon anarchique et imprévue. Aujourd'hui on peut dire quelles furent les erreurs des bolcheviks, on peut étudier la révolution russe comme un événement historique, on peut voir quels étaient les groupes politiques en présence, analyser et étudier leurs documents leur action etc...

Mais, pour hier, avec toutes leurs positions retardataires, les bolcheviks, Lénine et Trotsky en tête, étaient-ils engagés dans un mouvement qui avait pour fin immédiate d'être un mouvement vers le socialisme? les chemins pris par les bolcheviks y conduisaient-ils? ou bien ceux pris par Kautsky, ou ceux pris par x, y, ou z?

Nous répondons, il n'y avait qu'une seule base de départ pour que le mouvement s'engage dans la voie de la révolution socialiste, et cette base, seuls les bolcheviks, -en Russie, -(et encore pas tous, loin de là), l'avaient mise en avant et l'avaient appliqué. C'est cette base qui faisait que leur action était engagée dans une lutte de classe où le but était le renversement du capitalisme à l'échelle internationale et où les positions politiques générales conduisaient réellement à ce renversement.

Sorti de là, de ces bases qui ont présidé dans les grandes lignes à l'éclosion du mouvement bolchevik octobriste, il y aurait bien des

choses à dire, et la discussion, loin d'être close la dessus, ne fait au contraire que commencer, mais elle ne peut avoir lieu et ne peut avoir pour bases que, au minimum, le programme révolutionnaire d'octobre et bien entendu, au travers de ce programme, valable pour une époque, toute l'expérience du mouvement ouvrier de ces trente dernières années.

Le mouvement révolutionnaire qui s'est engagé en 1917 en Russie A PROUVE qu'il était international, de par les répercussions qu'il a eue en Allemagne l'année d'après.

Au début du mois de novembre 1918, les marins allemands se révoltent, les soviets se propagent dans toute l'Allemagne.

Mais quelques jours après, l'armistice était signé, quelques mois après, Noske avait fait son travail de répression, enfin, en 1919, quand le I^{er} Congrès de L.I.C. s'est tenu, - et quoique le grand mouvement provoqué par la révolution russo-allemande ait secoué le prolétariat encore pendant de longues années, - le point culminant de la révolution était déjà dépassé, la bourgeoisie s'était resaisie, la paix retrouvée émoussait la lutte de classe peu à peu, le prolétariat refluit idéologiquement au fur et à mesure que la révolution allemande était brisée par morceaux. L'échec de la révolution allemande avait laissé la Russie isolée, devant poursuivre son organisation économique et attendre une nouvelle vague révolutionnaire.

Mais l'histoire est ainsi faite qu'un mouvement ouvrier ne peut être victorieux par étapes. La Révolution russe n'étant qu'une victoire partielle, le résultat final du mouvement qu'elle a déclenché ayant été une défaite à l'échelle internationale, la "soi-disant" construction du socialisme en Russie devait surtout être l'image de cette défaite du mouvement ouvrier international. ~~xx~~

L'I.C. tenant ses congrès à Moscou montrait déjà que la révolution était stoppée, le reflet de cette défaite se traduit, dans l'étude des congrès, qui marquent à chaque nouveau congrès, un nouveau recul du mouvement ouvrier international, sur le plan théorique à Moscou, physiquement à Berlin.

De nouveau, les révolutionnaires se trouvaient mis en minorité puis exclus. L'Internationale Communiste, après la II^{ème} et la I^{ère}, les partis communistes après tant d'autres partis "socialistes", "ouvriers" et autres, voyaient leur idéologie ~~xx~~ embourgeoisée peu à peu.

Mais à côté de ce recul du mouvement ouvrier, deux phénomènes marquant se produisent, un parti ouvrier dégénéré gardait le pouvoir d'un Etat pour lui seul et le Capitalisme dans une nouvelle ère, se trouvait entré en 1914 et, par la suite replongé, au fur et à mesure du recul du mouvement ouvrier, dans des crises internes à un degré bien plus élevé qu'auparavant.

C'est, pensons nous, l'analyse de ces deux phénomènes que seule la Fraction Italienne de La G.C. (en publiant "Bilan", -dont le nom seul est tout un programme,- de 1933 à 1938), a su dégager d'une façon claire, et qui aurait dû permettre de donner naissance à un nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire.

Devant cette dégénérescence du mouvement ouvrier, devant l'évolution du capitalisme moderne, devant l'Etat stalinien russe, devant les problèmes qui se sont posés aux insurrections de soviets, il y a une troisième position qui consiste à ne pas se fatiguer dans une recherche trop approfondie des pourquoi et des comment HISTORIQUES ET POLITIQUES de ces trente dernières années, et à tout mettre sur le dos d'une "tête de turc". Les uns choisissent comme "tête de turc" Staline, et font de l'antistalinisme qui les conduit à la participation à la guerre dans le camp américain "démocratique"; d'autres choisissent un "dada" quelconque. Le "dada" varie selon les besoins de la mode politique. En 1938-42, la mode était de mettre sur le dos du fascisme la guerre et la dégénérescence de la société dues au maintien du système capitaliste dans son ensemble. Aujourd'hui c'est le stalinisme qui sert de "tête de turc". Alors les théories et les théoriciens fleurissent: Burnham, contre la bureaucratie, Bettelheim pour, etc... Sartre et la "liberté" et toute la clique des écrivains salariés des partis politiques de la bourgeoisie et du journalisme moderne pourri d'arrivistes. Dans le tableau, l'accusation de Harper contre le "Léninisme", dont le "stalinisme serait le produit fatal", n'est qu'une pièce à conviction de plus et une sur enchère.

Dans une heure ou le "marxisme" subit sa plus grande crise (espérons seulement que c'est une crise de croissance), Harper ne fait que de mettre un peu plus de confusion là où il y en a déjà de trop.

Quand Harper affirme:

"...Mais non, on ne trouve rien chez Lénine qui indiquerait que les idées sont déterminées par la classe. Les divergences théoriques chez lui planent dans l'air. Bien entendu, une opinion théorique ne peut être critiquée qu'à l'aide d'arguments théoriques. Mais quand les conséquences sociales sont mises au premier plan avec une telle violence, on ne devrait pas laisser dans l'ombre l'origine sociale des conceptions théoriques. Ce côté essentiel du marxisme, visiblement, n'existe pas chez Lénine..."

("Lénine als philosophe"-Harper- c)-La science de la nature-Lénine-)

Il va ici plus loin que la simple confusion, plus loin que ne pourrait l'être, entraîné par la polémique, un excès de langage. Harper est un de ces nombreux marxiste qui ont vu dans le marxisme l'affirmation plus d'une méthode philosophique et scientifique en théorie, mais qui restent dans le ciel astronomique de la théorie sans jamais l'appliquer

à la pratique historique du mouvement ouvrier. Pour ces "marxistes", la "praxis" est encore un objet de philosophie, pas encore un sujet agissant.

N'y a-t-il pas une philosophie à tirer de cette période révolutionnaire?

Si certainement. Je dirai même que pour un marxiste, on ne peut tirer de philosophie que d'un mouvement de l'histoire, pour en tirer les leçons pour la suite du mouvement historique. Or, que fait Harper? Il philosophe sur la philosophie de Lénine en l'enlevant de son contexte historique. S'il n'avait quo cela, il aurait été amené seulement à exprimer une demi-vérité. Mais voilà qu'il veut appliquer cette conclusion, cette demi-vérité, à un contexte historique qu'il ne s'est même pas donné la peine d'examiner. Là il nous fournit la preuve qu'il n'a pas fait mieux, sinon pire que Lénine dans "Matérialisme et Empirio-criticisme". Il a parlé du marxisme, et l'a montré dans sa position par rapport au problème de la connaissance. Il y aurait beaucoup à dire encore sur ce que Harper a dit; il y a surtout à dire que l'aspect principal de la position du problème de la PRAXIS et de la connaissance, pour un marxiste, ne se fait pas en dehors de l'aspect politique immédiat que revêt la "praxis" véritablement révolutionnaire, c'est à dire le développement du mouvement de la pensée et de l'action révolutionnaire... Or Harper répète comme une lithanie: "Lénine n'était pas un marxiste,...il n'a rien compris à la lutte de classe...", et il s'avère que, point par point, Lénine suit les enseignements de Marx, dans le développement de sa pensée politique révolutionnaire pratique.

La preuve que Lénine a compris et appliqué à la révolution russe les enseignements du marxisme, est contenue dans la "Préface" de Lénine aux "Lettres de Marx à Kugelmann", où il a puisé l'enseignement que Marx a tiré de la Commune de Paris; on trouve encore une curieuse analogie entre les textes de Lénine que nous avons cité, et ce passage de Marx, Critique du programme de Gotha (I-5).

Lénine et Trotsky sont en plein dans la ligne du marxisme révolutionnaire. Ils ont suivi ses enseignements pas à pas. La théorie de la "Révolution Permanente" de Trotsky n'est autre chose que la leçon du Manifeste Communiste et du marxisme en général, son aspect non dégénéré; la révolution russe en reproduit d'ailleurs fidèlement les schémas et obéit à ce marxisme. On a oublié une seule chose, chez Harper comme chez tant d'autres marxistes. La perspective valable pour les révolutions du XIX^{ème} siècle, pendant la période ascendante du capitalisme, et sur laquelle encore se trouve à cheval la révolution russe, était-elle valable pour la période dégénéréscente de cette société?

Lénine avait bien dégagé la nouvelle perspective en parlant d'une nouvelle période dite "des guerres et des révolutions"; Rosa avait bien dégagé l'idée que le capitalisme entraînait dans une époque de dégé-

nérescence, cela n'a pas empêché l'I.C. et a sa suite tout le mouvement ouvrier trotskyste et autres oppositions de gauche, de rester sur l'ancienne perspective, ou d'y revenir, comme Lénine le fit après l'échec de la révolution allemande. Harper pense bien qu'il y a une nouvelle perspective, mais il prouve par son analyse de Lénine et à travers lui de la Révolution russe, qu'il n'a pas su après tant d'autres la dégager et qu'il s'est perdu dans des tas de considérations vagues ou fausses comme tant d'autres avant lui.

Et ce n'est pas un hasard que ce soient les héritiers d'une partie du bagage idéologique de "BILAN" qui lui répondent, comme ils répondent d'ailleurs aux "léninistes purs".

Les "pro" et les "anti" Lénine oublient seulement une chose c'est que si les problèmes d'aujourd'hui ne se comprennent qu'à la lueur de ceux d'hier, ils sont cependant différents.

(fin)

PHILIPPE